

ALAIN PEYREFITTE

CANDIDAT D'UNION DE L'OPPOSITION



Suppléante : **Anne-Marie SCHAFFNER**

Premier-Adjoint de Fontenay-Trésigny

Conseiller général de Rozay-en-Brie

Conseiller régional d'Ile-de-France

*Chères Electrices,
Chers Electeurs,*

Je remercie les 21.997 d'entre vous qui nous ont permis d'approcher la majorité dès le premier tour. Ils auront à cœur de confirmer leur volonté au second tour.

Le message de ce dimanche a été compris. C'est la condamnation sans appel du socialisme mitterrandien. Jamais on n'avait vu, dans l'histoire parlementaire de la France, un pareil désaveu. Une page est tournée.

En particulier, dans notre circonscription, se trouvent **condamnés sans appel** :

① **L'aveuglement face au chômage.** Le socialisme mitterrandien laisse sur le bord de la route plus de 5 millions d'exclus du travail. Une énorme dette publique, des dépenses somptuaires, un trou gigantesque de la sécurité sociale, l'ont empêché **d'accorder aux artisans, aux commerçants, aux agriculteurs, aux P.M.E.**, les aides incitatives et l'abaissement des charges fiscales et sociales, qui seuls auraient permis de restaurer les équilibres et de faire redémarrer la machine.

② **La passivité devant la brutale Politique Agricole Commune** et devant les pressions anglo-saxonnes au sein du GATT. Le futur gouvernement devra renégocier la PAC préparée par les fonctionnaires de Bruxelles, refuser le désastreux accord de Washington, examiner avec la profession les mesures, non seulement sociales mais économiques, propres à rendre sa prospérité à notre agriculture.

③ **La politique irresponsable d'encouragement à une immigration excessive et incontrôlée.** Nous reprendrons fermement - tout en respectant les Droits de l'Homme dans l'ordre légal, sans haine ni violence - la politique qui avait commencé avec succès entre 1978 et 81 et en 1986-88 : contrôles rigoureux d'identité, expulsion des clandestins, incitation au retour dans leur pays des étrangers en situation régulière, réforme du code de la nationalité.

Sur ces trois points et sur ce qui en découle - le marasme général, l'appauvrissement des zones rurales, l'insécurité - nous pourrions mener une action forte si nous avons une majorité forte, face à un président en embuscade.

Vous connaissez mon programme, que j'ai exposé et discuté sur place dans chacune des 151 communes de notre circonscription. Vous connaissez aussi mon attachement à cette terre de Brie et mon dévouement à ses habitants.

La France a des atouts ! Qu'elle reprenne espoir !

*Chacune de vos voix va compter. N'oubliez pas d'aller voter !
C'est le second tour, et lui seul, qui est décisif.
Courage et confiance ! Ensemble, nous résumons l'après-socialisme.*

Alain Peyrefitte

REUSSIR L'APRES-SOCIALISME

RELANCER L'EMPLOI

- Diminuer les charges des **PME-PMI** pour les encourager à embaucher, en particulier par le remboursement immédiat de la TVA et par le transfert de la charge des cotisations familiales sur le budget de l'Etat. Cette mesure permettra aussi d'augmenter le salaire direct perçu par le salarié.
- Réhabiliter l'apprentissage dès 14 ans et l'enseignement technique, en liaison avec les artisans et les entreprises ; développer la **formation en alternance**.
- Relancer le secteur du bâtiment en passant rapidement de 250.000 à 350.000 **mises en chantier**.
- Développer par des incitations fiscales le **travail à temps partiel**.
- Créer un **salaire maternel** dès le deuxième enfant et permettre aux femmes qui le souhaitent de se consacrer à leur famille.

PROTEGER L'ENVIRONNEMENT

- Encourager financièrement la collecte sélective, le tri et le **recyclage des déchets**.
- Rendre plus incitative la **fiscalité d'environnement** (exemple : détaxation des biocarburants).
- **Rémunérer** à son juste prix la contribution que les **cultivateurs** apportent au patrimoine rural et au cadre de vie.

SAUVEGARDER LE MONDE RURAL

- Obtenir de la Communauté Européenne **des aménagements**, des mesures d'accompagnement et des compensations financières à la **réforme de la Politique Agricole Commune** adoptée à Bruxelles le 21 mai dernier.
- Défendre nos intérêts avec vigueur face aux Etats-Unis. **L'accord de Washington de novembre dernier pour la négociation du GATT doit être rejeté.**
- **Supprimer la taxe foncière** sur les propriétés non bâties, réduire les droits de mutation et de succession.
- **Diversifier nos débouchés agricoles**, créer des labels, développer les utilisations industrielles comme les **biocarburants** (éthanol et diesel) pour utiliser les terres en jachère.
- **Arrêter la désertification rurale** par un ensemble de mesures : concours aux petites communes rurales ; maintien des services publics ; programme de travaux d'infrastructures pour le désenclavement ; sauvegarde et implantation d'activités.

TRANSFORMER L'EDUCATION

- **Rendre à l'école primaire sa mission de base** : lire, écrire et compter.
- Donner l'autonomie aux **chefs d'établissement** afin qu'ils soient **responsables** du recrutement des enseignants.
- **Pour rapprocher éducation et débouchés**, associer les collectivités locales et les entreprises au choix des filières de formation et à la définition des programmes.

REFORMER LA FISCALITE

- **Réformer l'impôt** sur le revenu, réduire le nombre de tranches, permettre la déduction de la C.S.G. et de sommes placées sur les plans d'épargne-retraite.
- Rétablir le droit d'imputer les **déficits fonciers** sur le revenu global du contribuable.
- Reprendre énergiquement la **privatisation des activités du secteur concurrentiel** (industries, assurances, banques) ; financer ainsi les nouvelles priorités économiques et sociales.

GARANTIR LA SOLIDARITE

- Sauvegarder notre système de retraite par l'instauration de la **retraite à la carte** avec bonification des pensions pour ceux qui continuent de travailler après 60 ans, par des incitations fiscales pour l'épargne retraite complémentaire et par la création d'un fonds de garantie des retraites (financé par les recettes des privatisations).
- Favoriser le **maintien à domicile des personnes âgées**.
- Faciliter l'insertion des **personnes handicapées** (services à domicile, aide à l'appareillage, accueil en milieu scolaire, développement des centres de travail).
- Lancer un programme d'urgence pour le **logement des sans-abri** avec des fonds d'aide locaux (alimentés par la mise à disposition ou la vente de terrains domaniaux).
- **Défendre la société contre les délinquants** (et non plus les délinquants contre la société, comme le font les socialistes).